



**AGGLO
PAYS
D'ISSOIRE**

Autoévaluation

(annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme défini par l'Arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire de demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour un document d'urbanisme ou une unité touristique nouvelle dans le cadre de l'examen au cas par cas défini aux articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme)

du projet de mise en compatibilité pour déclaration de projet n° 1 (MEC DPI)

du PLU de la commune

de Saint-Germain-Lembron

19 décembre 2024

bioinsight .

urbanisme
biodiversité
bioclimatisme

SOMMAIRE

1 Cadre juridique	3
1.1 Définitions : préévaluation, autoévaluation et évaluation environnementales	3
1.2 Nouveau régime d'évaluation issu du décret du 13 octobre 2021	3
1.2.1 Des dispositifs d'évaluation environnementale (EE) et de cas par cas (CPC)	3
1.2.2 Processus et cheminements décisionnels : des choix stratégiques	4
1.2.3 Mise en compatibilité de PLU(i) : quatre dispositifs d'EE et deux dispositifs de CPC	5
2 Projet de MEC DP1 du PLU de Saint-Germain-Lembron	8
2.1 Objets de changement du projet de MEC DP1	8
2.2 Investigations de terrain, analyse à l'agence et proposition de corrections	8
3 Déroulé analytique de l'autoévaluation	10
3.1 Critère n° 1 : Natura 2000	11
3.2 Critère n° 2 : autres effets : préévaluation environnementale	11
3.2.1 Principe	12
3.2.2 Méthode	12
3.2.2.1 Risques d'effets notables	13
3.2.2.2 Risques d'incidences notables	15
3.2.2.3 Résultats de la préévaluation environnementale	18
3.3 Conclusion au déroulé analytique	18

1 Cadre juridique

1.1 Définitions : préévaluation, autoévaluation et évaluation environnementales

Une **évaluation environnementale** décrit et évalue les incidences notables **probables** d'un projet de document d'urbanisme (évaluation d'incidences notables probables) puis défini des mesures ERC pour y remédier.

Une **préévaluation environnementale** détermine si un projet de document d'urbanisme est **susceptible** d'avoir des incidences notables sur l'environnement (évaluation d'une probabilité = risque dans le cadre du principe de précaution).

Si la préévaluation environnementale conclue que le projet de document d'urbanisme présente un risque d'incidences notables – un document peut présenter un risque sans finalement avoir des incidences notables –, une **évaluation environnementale** est alors effectuée pour décrire et évaluer ces incidences notables probables qui seront peut-être inexistantes.

Dans le cas contraire, un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme est alors réalisé pour faire valider par la MRAe le fait que le projet ne requiert pas d'évaluation environnementale.

Une **autoévaluation** expose la **préévaluation environnementale** dans l'annexe 3 du dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme, examen et dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* donc réalisés par la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) puis transmis à l'autorité environnementale (R104-33, R104-34 et R104-35 CU et arrêté du 26 avril 2022 fixant le contenu du formulaire du dossier). Dans cet examen (autoévaluation), y seront détaillées par la personne publique responsable les « raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 du Code de l'urbanisme : CU). Un tel exposé (examen) est « proportionné aux enjeux environnementaux de la procédure menée » (R104-34 CU).

1.2 Nouveau régime d'évaluation issu du décret du 13 octobre 2021

1.2.1 Des dispositifs d'évaluation environnementale (EE) et de cas par cas (CPC)

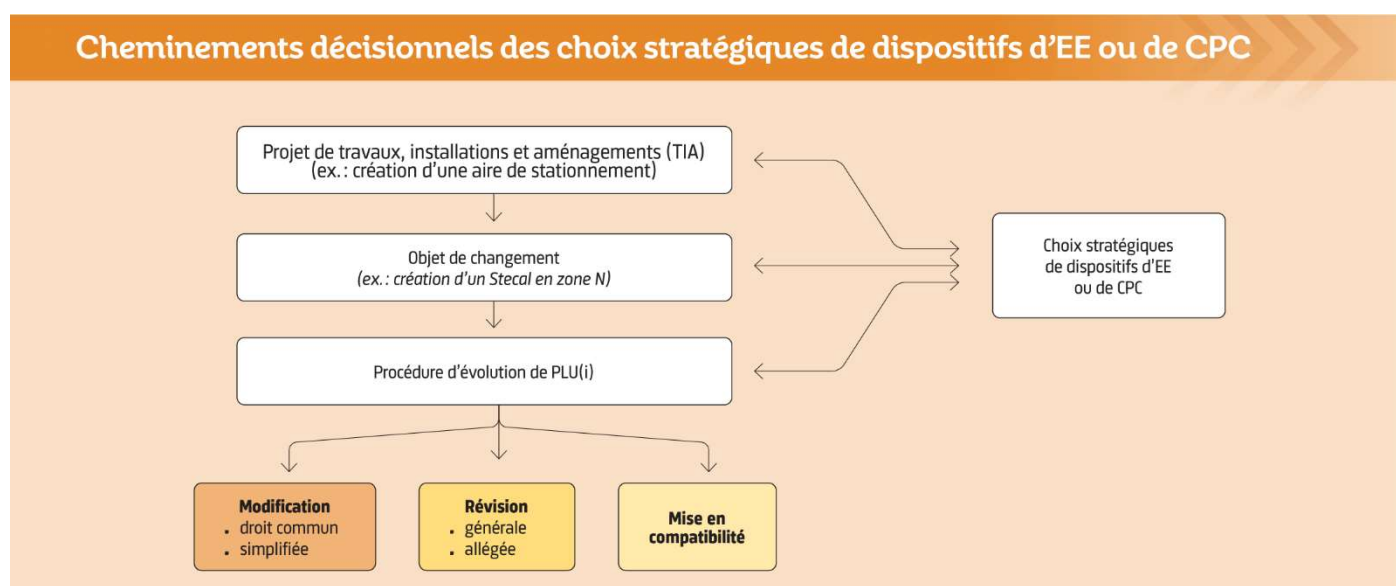
Pour résumer d'un point de vue décisionnel le décret du 13 octobre 2021, une évolution de PLU(i) peut désormais être soumise à une évaluation environnementale (EE) suivant quatre types de dispositif : le premier de manière automatique (dispositif d'EE automatique) ; les trois autres dans le cadre d'un dispositif de cas par cas (CPC) fondé sur un examen. L'examen est réalisé soit par l'autorité environnementale (dispositif de cas par cas de droit commun) soit par la personne publique responsable (la commune ou l'intercommunalité) dans le cadre d'un dispositif de cas par cas *ad hoc*. Contrairement à l'examen au cas par cas de droit commun, l'examen au cas par cas *ad hoc* n'est donc pas réalisé par l'autorité environnementale (MRAe).

Le dispositif de cas par cas *ad hoc* peut conduire à deux possibles dispositifs d'EE. La personne publique responsable peut tout d'abord estimer que le projet d'évolution de PLU(i) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement – probabilité évaluée par une préévaluation environnementale implicite ou explicite – donc décider de réaliser une évaluation environnementale de manière volontaire (dispositif d'EE au cas par cas volontaire). A contrario, si à l'issue de la préévaluation environnementale elle estime que le projet d'évolution de PLU(i) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement elle transmet alors à l'autorité environnementale sa décision sous la forme d'un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme. Ce dossier inclura la préévaluation environnementale explicite et construite dénommée « autoévaluation » présentée en annexe 3 du dossier. L'autorité environnementale rendra soit un avis conforme favorable soit un avis conforme non favorable à ce dossier. Si l'avis conforme est non favorable, il est alors requis une évaluation environnementale (dispositif d'EE au cas par cas par avis conforme non favorable).

1.2.2 Processus et cheminements décisionnels : des choix stratégiques

L'évolution d'un PLU(i) préalablement approuvé est mise en œuvre pour autoriser un ou plusieurs projets de travaux, installations et aménagements (TIA) que va réglementairement autoriser un objet de changement réglementaire du PLU(i) (règlement graphique, règlement écrit, OAP, emplacement réservé...) requérant une procédure d'évolution du PLU(i) (modification, révision ou mise en compatibilité). Pour chaque type de procédure d'évolution de PLU(i), le dispositif d'EE ou de CPC relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établi par le CU (Laurent, Lavis & Delcombel 2022).

Or la multiplicité des dispositifs d'EE et de CPC d'une évolution de PLU(i) ainsi que des subtilités qui les différencient poussent à des choix stratégiques de dispositifs d'EE ou de CPC suivant des cheminements décisionnels liés aux priorités des élu·e·s *via* des allers-retours entre de nombreux autres acteurs dont les porteurs de projet (Laurent & Genevois 2024).

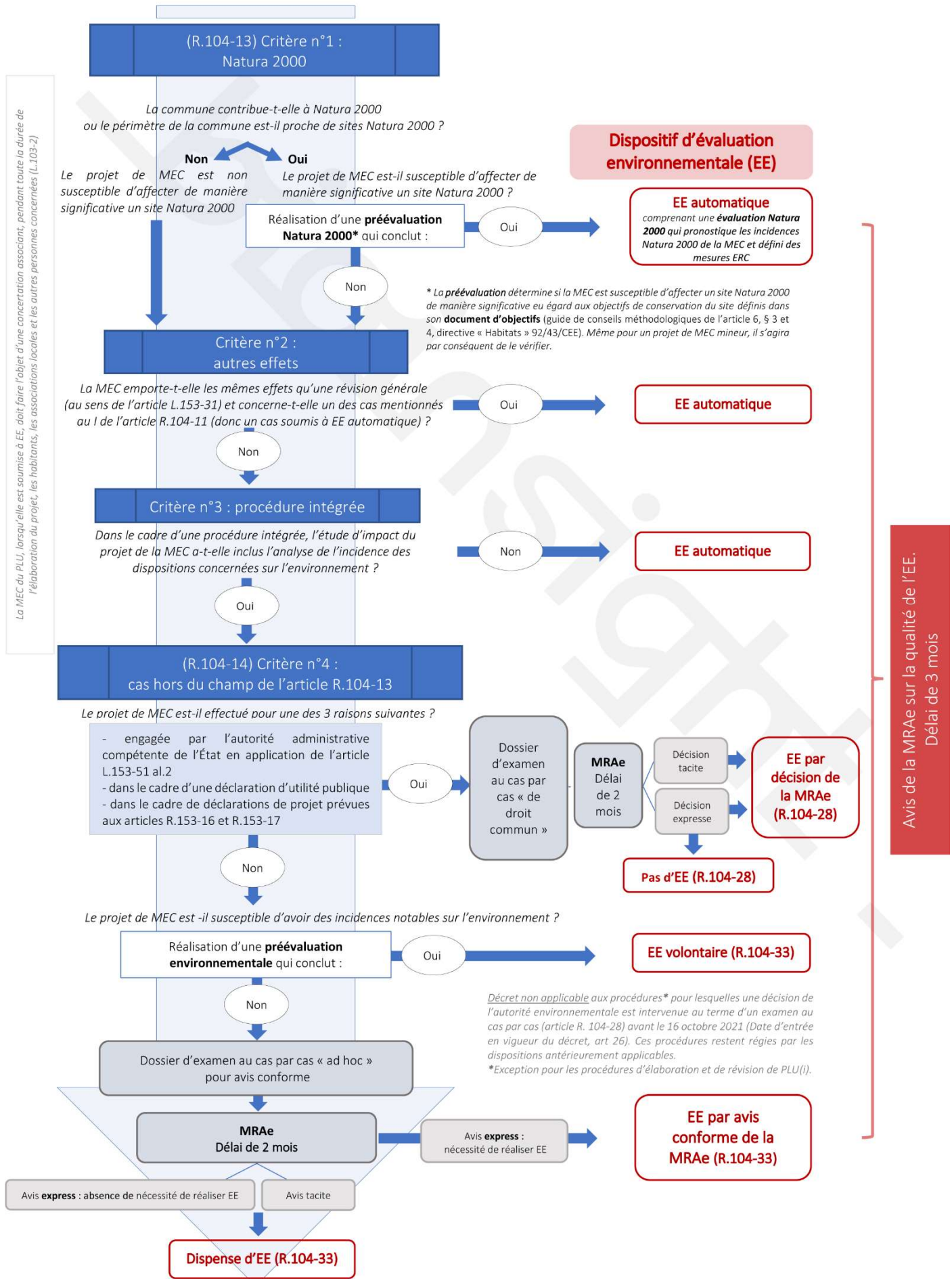


1.2.3 Mise en compatibilité de PLU(i) : quatre dispositifs d'EE et deux dispositifs de CPC

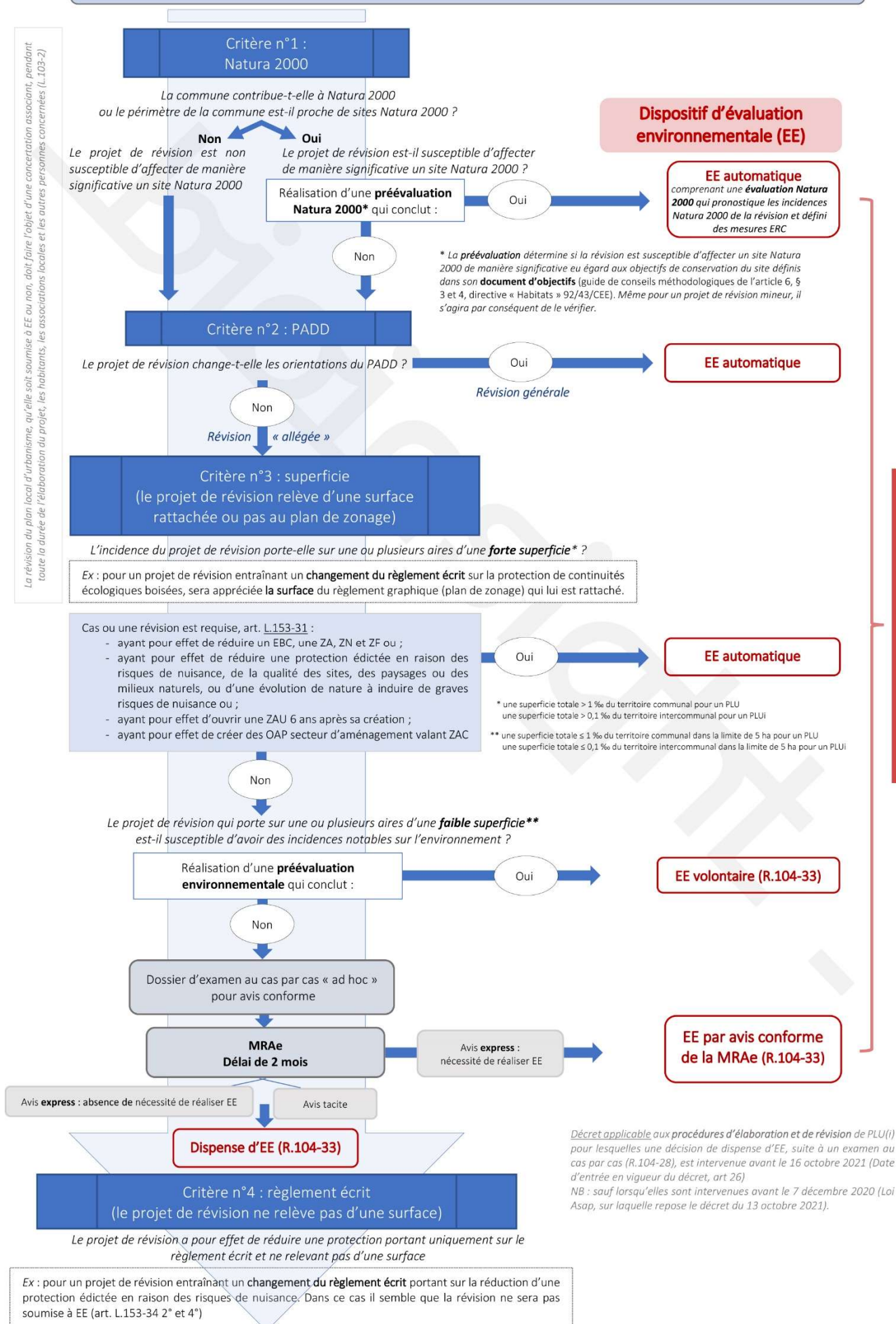
Dans le cas d'une MEC pour déclaration de projet (DP) de PLU(i), la soumission à évaluation environnementale (EE) peut donc relever de quatre dispositifs d'EE : automatique, au cas par cas volontaire, au cas par cas par avis conforme (non favorable) de la MRAE ou au cas par cas par décision de la MRAE, parce qu'elle peut faire intervenir deux types de dispositifs de CPC : *ad hoc* et de droit commun.

Les dispositifs d'EE et de CPC qui s'imposent relève d'un processus décisionnel suivant l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par les articles R104-13 et R104-14 CU, processus restitué ci-après sous la forme de deux logigrammes puisque la procédure de révision de PLU(i) doit être convoquée dans le cas d'une mise en compatibilité (critère 2 du premier logigramme MEC).

Mise en compatibilité (MEC) (R.104-13 et R.104-14 CU)



Révision (R.104-11 CU)



2 Projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron

2.1 Objets de changement du projet de MEC DPI

Le projet de mise en compatibilité pour déclaration de projet n°1 (MEC DPI) du PLU de Saint-Germain-Lembron a pour objet de changement la création d'un sous-secteur AUa* (zone AUa*) dans une zone AUa du PLU en vigueur et la création d'une OAP au lieu-dit Le Paille.

Ce projet de zone AUa* vise à redéfinir la bande de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière où les constructions ou installations sont interdites au titre du L111-6 CU. La bande de 100 m au titre du L111-6 CU est ainsi réduite à 5 m. Cela s'inscrit dans le cadre des mesures prescrites par l'étude de dérogation à l'amendement Dupont en contrepartie de la réduction de cette bande de 100 m (L111-6 CU).

2.2 Investigations de terrain, analyse à l'agence et proposition de corrections

En préparation des investigations de terrain à Saint-Germain-Lembron au lieu-dit Le Paille, deux planches de terrain A3 à l'échelle 1/700 ont été conçues et imprimées en version papier sur fond de BD Ortho IGN 2019 25cm (PVA été 2019) de résolution spatiale à forte définition de 25 cm (un pixel à l'écran correspondant à 25 cm sur le terrain) et 2022 (PVA été 2022) de résolution spatiale à forte définition de 20 cm.

Ces planches présentent en outre de nombreuses informations dont :

- premier projet de zone AUa* ;
- limites de parcelles (PCI 221001);
- zones humides des inventaires du Sage Allier Aval, cours d'eau police de l'Eau de la DDT 63.

En venant en train à Brassac-les-Mines puis à Saint-Germain-Lembron à VTT AE (Moustache bike samedi 27/9 race 5) puis en se déplaçant aussi à pied dans et autour du périmètre de l'objet de changement (création d'une zone AUa* et OAP), la visite de terrain en seul passage a été réalisée le jeudi 19 septembre 2024 le matin. Elle a conduit à 113 photos haute résolution (Nikon D5100 et objectif Nikon 18-300 mm 5.6).

Pour des localisations très précises est utilisée l'application mobile cartographique *lphigénie* de l'IGN exploitant les mêmes fonds BD Ortho et Scan 25 IGN des planches de terrain.

Ces investigations ont été suivies à l'agence par des analyses cartographiques sous système d'information géographique (Sig).

Il faut noter qu'à l'issue de ces investigations et analyses, des corrections du premier projet de mise en compatibilité pour déclaration de projet n°1 ont été formulées et acceptées.

Pour que cette préévaluation environnementale du projet de MEC DPI fondée sur une visite de terrain conduise au choix stratégique du dispositif d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme de la MRAE avec une autoévaluation résultant de cette préévaluation (avec corrections), les corrections suivantes ont été proposées.

Une correction a d'abord porté sur le périmètre de la zone AUa* (et de l'OAP associée) réduit de 2,22 à 2,09 ha. En effet, en matière de périmètre de zone AUa* et d'OAP, l'objectif de cette correction graphique vise à :

- éviter (« sortir ») sans équivoque de l'angle nord-ouest du périmètre le chêne pédonculé et la haie le long du chemin qui le prolonge ;
- éviter (« sortir ») sans équivoque la haie bocagère discontinue long de la limite nord de la parcelle AD24 ;
- éviter que des artificialisations (bâtis, parkings...) le long de la limite nord du périmètre engendrent des remblais ainsi que des eaux de ruissellement débordant cette limite vers la prairie située au nord en contrebas très nette de la parcelle AD24 (ici il y a une rupture de la pente générale orientée sud-nord), prairie relevée comme ZH forte probabilité théorique dans la prélocalisation des ZH du Sage AA (ce qui pourraient altérer cette prairie, voire la Couze d'Arbes située en limite nord de cette prairie) ;
- éviter de dégrader le chêne pédonculé et la haie le long du chemin (hors de la commune de Saint-Germain-Lembron).

En matière d'orientations d'OAP, les corrections graphique et textuelle de l'OAP concerne :

- les eaux météorites doivent être infiltrés au maximum ;
- les eaux de ruissellement pluvial qui doivent être collectées et orientées dans la limite est (orientale) du périmètre de l'OAP pour qu'elles longent l'autoroute où se trouve un fossé (ne pas envoyer ces eaux dans la prairie) ;
- ces eaux de ruissellement pluvial ne doivent pas être rejetées sans traitement dans ce fossé.

En matière de règlements graphique et écrit, les corrections visent la haie bocagère discontinue le long de la limite nord de la parcelle AD24 qui doit être repérée dans le règlement graphique du PLU (plan de zonage) sous la forme d'une trame graphique et protégée en association avec des prescriptions/règles dans le règlement écrit.



3 Déroulé analytique de l'autoévaluation

L'autoévaluation d'une évolution de PLU(i) doit exposer « les raisons pour lesquelles son projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale » (R104-34 CU).

Le déroulé analytique d'une autoévaluation d'une mise en compatibilité pour déclaration de projet de PLU(i) doit donc tout d'abord reprendre le processus décisionnel de détermination des dispositifs d'évaluation environnementale (EE) et de dossier d'examen au pas cas (CPC) auquel est soumis un tel projet, cela jusqu'à l'étape du dossier d'examen au cas par cas, dans le cas présent au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme (logigramme). Le processus décisionnel doit alors bien démontrer qu'un tel projet ne doit déjà pas être soumis au dispositif d'évaluation environnementale automatique (EE automatique) ou au dispositif d'évaluation environnementale au cas par cas volontaire (EE au cas par cas volontaire) dans les premières étapes (premier logigramme MEC), voire au dispositif de CPC de droit commun. Ce processus décisionnel suit l'ordonnancement de critères d'importance décroissante établis par les articles R104-13 et R104-14 CU (premier logigramme MEC).

3.1 Critère n° 1 : Natura 2000

Le processus décisionnel du premier logigramme MEC doit tout d'abord appliquer le critère n° 1 (R104-13 CU) visant Natura 2000, c'est-à-dire deux sites Natura 2000 potentiellement les plus directement concernés.

Or compte tenu des caractéristiques des sites et des objets de changement : (1) deux sites Natura 2000 de type zone spéciale de conservation (ZSC) de la directive *Habitats*, c'est-à-dire des sites bien circonscrits : site de milieux ouverts thermophiles et site alluvial (contrairement à un site ZPS de la directive *Oiseaux*) ; (2) des objectifs de conservation de ces sites ; (3) du type d'objets de changement, notamment des plus proches de ce site Natura 2000 ; (4) de la distance des objets de changement à ces sites Natura 2000, le projet de MEC DP n° 1 du PLU de Saint-Germain-Lembron ne permet pas « la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 » (R104-13 CU).

Le projet de MEC DP n° 1 ne satisfaisant pas le critère n° 1, il n'est donc pas soumis au dispositif d'évaluation environnementale automatique (EE automatique).

Il convient de passer au critère n° 2.

3.2 Critère n° 2 : autres effets : préévaluation environnementale

Si le projet de MEC DPI emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L153-31 CU et que cette révision concerne l'un des cas mentionnés au I de l'article R104-11 CU, le projet de MEC DPI peut être soumis aux dispositifs d'EE : évaluation environnementale automatique ainsi qu'au cas par cas volontaire ou au cas par cas par avis conforme (non favorable) dans le cadre d'un dispositif de CPC *ad hoc*. Par exemple, s'il est nécessaire de faire un changement des orientations du PADD, au titre des L153-31, R104-13 (critère 2 du premier logigramme MEC) et R104-11 CU (critère 2 du deuxième logigramme révision, considérant que le critère Natura 2000 a déjà traité auparavant), un projet de mise en compatibilité pour déclaration de projet reste soumis à évaluation environnementale automatique (EE automatique).

Le projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron emporte les mêmes effets qu'une révision parce qu'il réduit une mesure de protection (article L153-31 point I 3°) qu'est la réduction de la bande de 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du Code de la voirie routière (L111-6 CU). Au titre du R104-11 au point I 2° c), une EE automatique est alors requise sous réserve des dispositions du point II 1°. Ce point II 1° dispose qu'une telle procédure est soumise au dispositif de CPC *ad hoc* (articles R104-33 à R104-37 CU) si l'« incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises » pour une superficie totale inférieure ou égale à un millième (1 %) du territoire, soit dans le cas présent à 1,57 ha puisque la commune présente une surface de 1 575,79 ha. Or l'objet de changement du projet de MEC DPI est la création d'une zone AUa* et d'une OAP d'une superficie de 2,22 ha (premier projet) réduite à 2,09 ha dans le cadre d'une correction demandée par l'autoévaluation donc supérieure à un millième (1 %) du territoire.

Pour autant, même si l'objet de changement du projet de MED DPI de 2,09 ha, on peut aussi considérer que la réduction de la mesure de protection porte sur une surface de 12 039 m² soit 1,2 ha (\leq à un millième 1 ‰). En conclusion, , on peut raisonnablement conclure qu'au titre du R104-11 point II 1°, le projet de MEC DP n° 1, qui emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L153-31 CU pour une raison de réduction d'une protection (point I 3°), n'est pas soumis au dispositif d'EE automatique mais au dispositif de CPC *ad hoc*.

3.2.1 Principe

L'application du critère 2 du premier logigramme (MEC) puis du critère 3 du deuxième logigramme (révision) conduit à répondre à la question des R104-11 (point II 1°) et R104-34 CU : le projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron est-il susceptible « d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE » ? Ce risque ne peut être évalué que par une préévaluation environnementale.

Il faut rappeler que si la préévaluation environnementale conclue que le projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron ne présente pas de risque d'incidences notables – ce qui est différent de ne pas avoir d'incidences notables probables –, la personne publique responsable (l'intercommunalité) transmet alors un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAe) en y joignant son annexe 3 (autoévaluation), autoévaluation que constitue cette présente étude. Dans ce cas, le dispositif d'évaluation environnementale volontaire (EE au cas par cas volontaire) n'est donc pas mis en œuvre.

Bien sûr, à l'égard de ce dossier d'examen au cas par cas *ad hoc*, l'autorité environnementale (MRAe) peut émettre un avis conforme dit « non favorable » parce qu'elle considère que le projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron est finalement susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement donc requiert une évaluation environnementale dite « évaluation environnementale par avis conforme » (EE au cas par cas par avis conforme).

3.2.2 Méthode

Une préévaluation environnementale détermine si le projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des **critères** de l'annexe II de la directive 2001/42/CE dite *Plans et Programmes*.

Ce sont les critères de l'alinéa **1.** de l'annexe II de la directive *Plans et Programmes* concernant les « caractéristiques des plans et programmes », c'est-à-dire du projet de PLU(i), puis les critères de l'alinéa **2.** de l'annexe II de la directive *Plans et Programmes* relevant des « caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée », c'est-à-dire des incidences notables sur l'environnement tenant en compte des caractéristiques de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

En effet, un projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement que s'il présente tout d'abord des capacités intrinsèques à transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs ou thèmes environnementaux tels que la faune, la flore, l'eau..., facteurs

ou thèmes listés par le point (f) de l'annexe I de la directive *Plans et Programmes*. On parle dans ce cas d'effets notables sur l'environnement indépendamment de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

La préévaluation environnementale d'un projet de PLU(i) va donc tout d'abord évaluer la probabilité ou le risque que les changements qu'il entraîne aient des effets notables sur des facteurs ou thèmes environnementaux pour ensuite évaluer la probabilité ou le risque que ces changements aient des incidences notables sur l'environnement (pour les facteurs ou thèmes environnementaux à risque retenus) compte tenu des caractéristiques de la zone, du secteur, de la commune ou de l'intercommunalité.

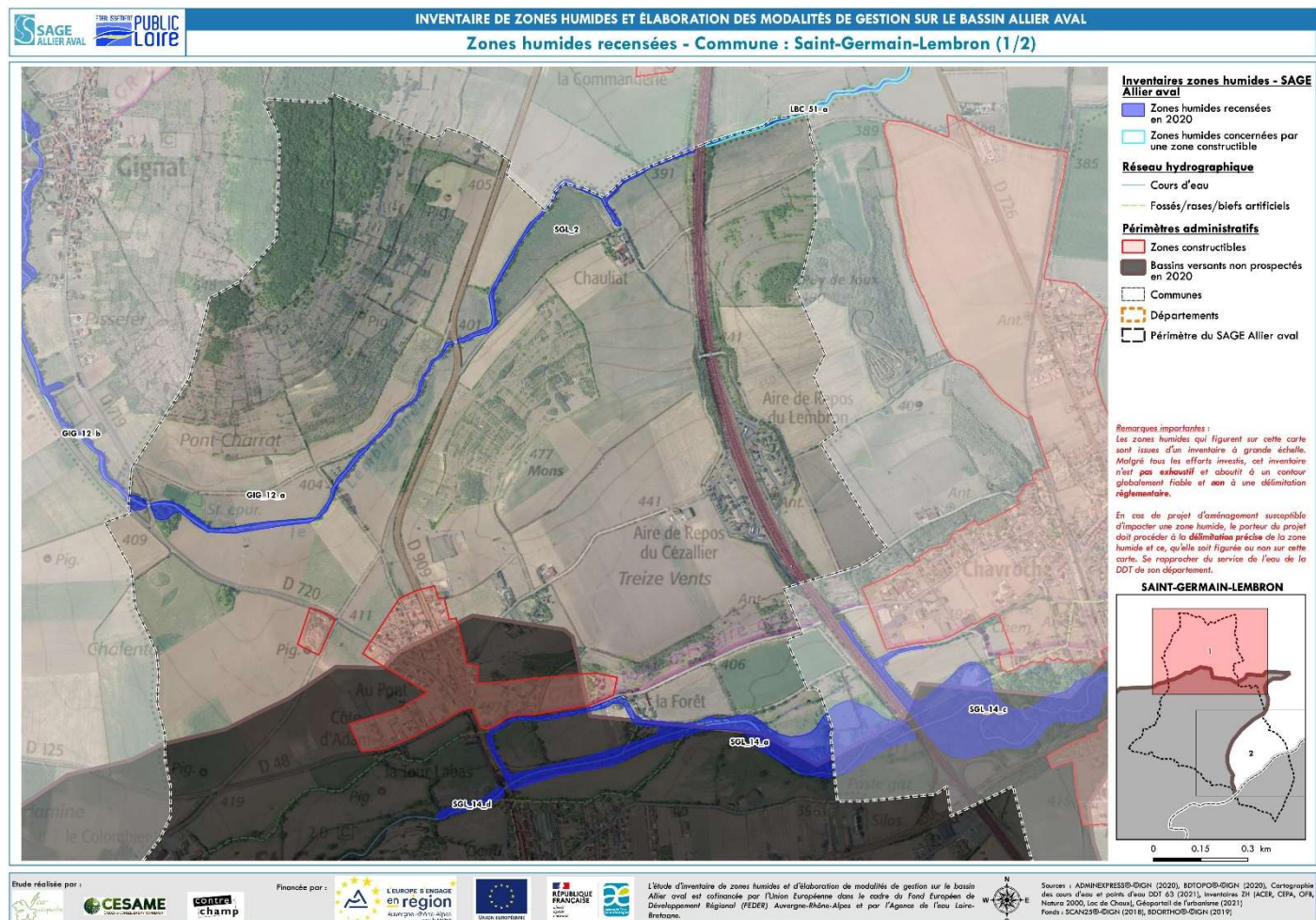
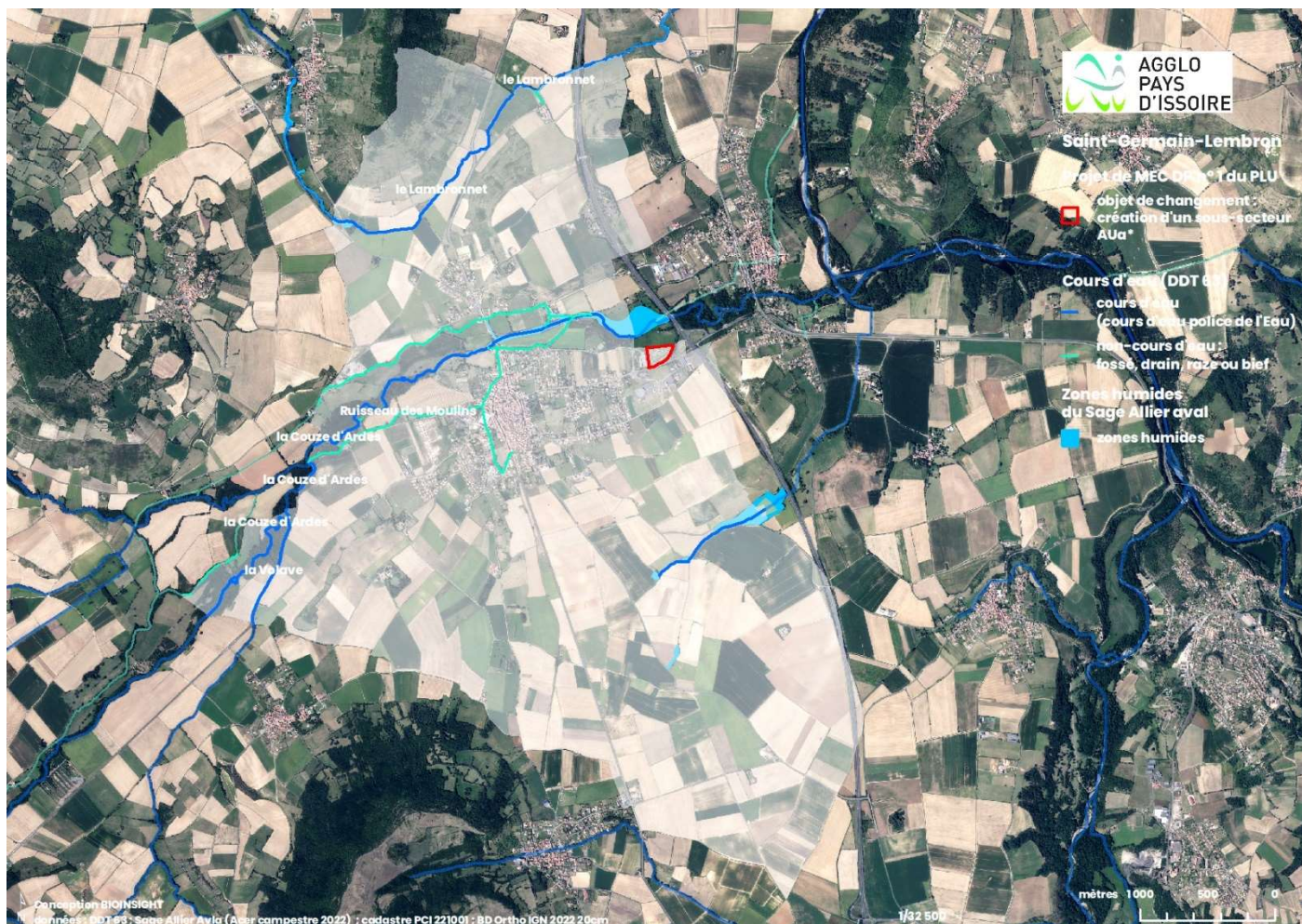
3.2.2.1 Risques d'effets notables

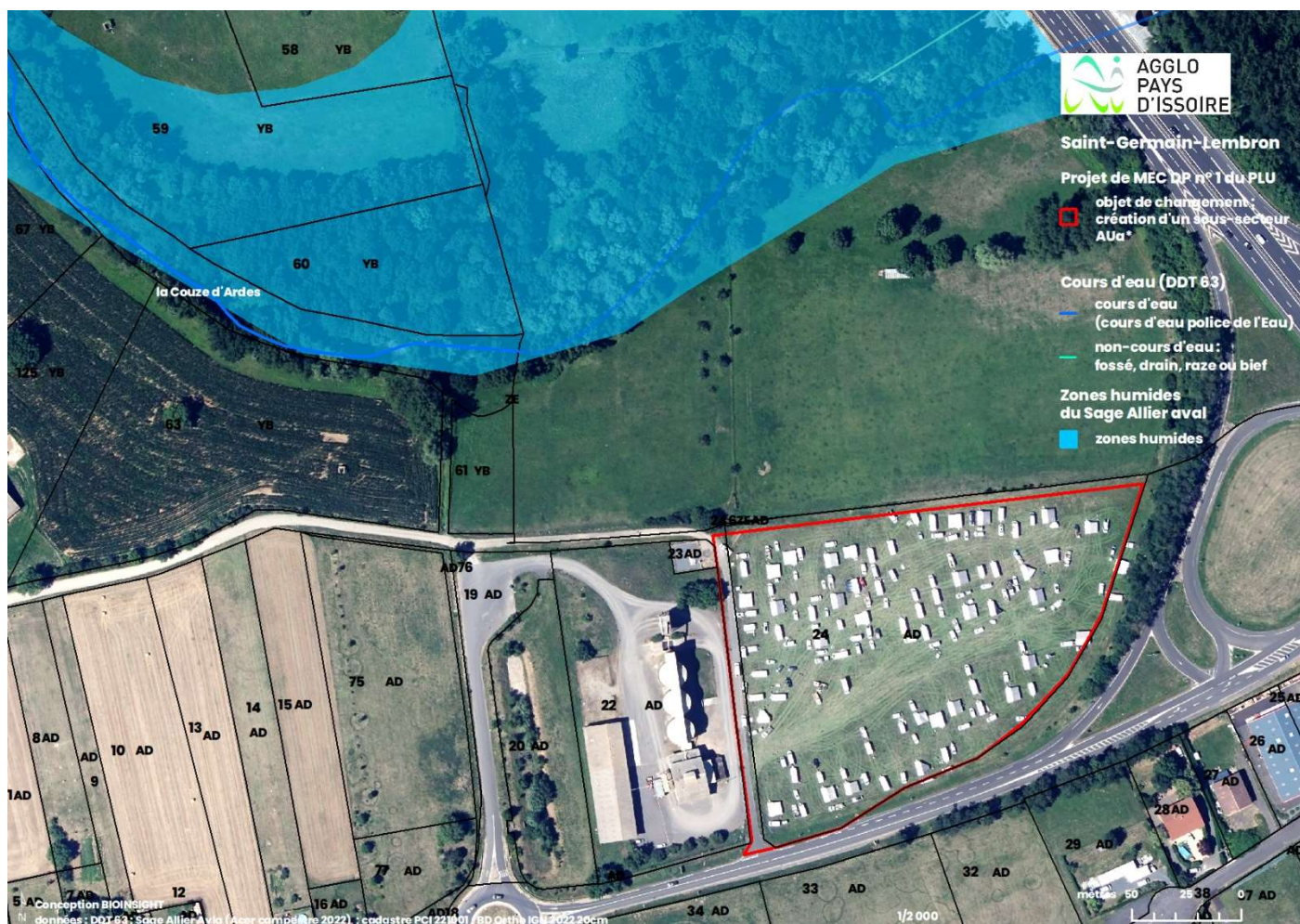
Compte tenu du type d'objet de changement du projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron au lieu-dit Le Paille : création d'un sous-secteur AUa* dans une zone AUa du PLU en vigueur et création d'une OAP, il n'y pas de risque que le projet présente des effets notables sur les facteurs environnementaux suivants :

- consommation de surfaces agricoles/naturelles ;
- eau potable ;
- gestion des eaux pluviales ;
- assainissement ;
- sols pollués ;
- déchets ;
- risque et nuisances ;
- l'air, l'énergie et le climat.

A l'égard de la consommation de surfaces agricoles/naturelles, que ce soit dans le PLU en vigueur (zone AUa) ou dans le projet de MEC DPI (zone AUa*), l'artificialisation de cette surface originelles (prairie) va réduire le puits de carbone de cette occupation du sol, c'est-à-dire ses réservoirs de carbone « sol » et « biomasse » (la réduction de la bande de 100 m au titre du LIII-6 CU à 5 m ne changeant rien). Concernant la gestion des eaux pluviales, il rappeler que les corrections proposées et acceptées de la préévaluation environnementale sur les orientations graphique et textuelle de l'OAP concernaient :

- les eaux météorites qui doivent être infiltrés au maximum ;
- les eaux de ruissellement pluvial qui doivent être collectées et orientées dans la limite est (orientale) du périmètre de l'OAP pour qu'elles longent l'autoroute où se trouve un fossé (ne pas envoyer ces eaux dans la prairie) ;
- ces eaux de ruissellement pluvial ne doivent pas être rejetées sans traitement dans ce fossé.





Projet de zone AUA* : surface agricole au nord de la parcelle AD 24 (hors de la commune de Saint-Germain-Lembron) : ripisylve de la Couze d'Ardes : cours d'eau DDT63 et zone humide (photos Luc Laurent)

3.2.2.2 Risques d'incidences notables

Cours d'eau et zones humides

Les données disponibles sur les cours d'eau et zones humides de Saint-Germain-Lembron émanent des études suivantes :

- classement des cours d'eau police de l'Eau (DDT 63) ;
- inventaire des zones humides et élaboration de modalités de gestion bassin Allier Aval réalisés à Saint-Germain-Lembron (Acer Campêtre 2022) ; cela concerne les lits

mineurs et majeurs du Lembronnet, du tronçon aval de la Couze et du cours d'eau non-nommé à Chadernat.

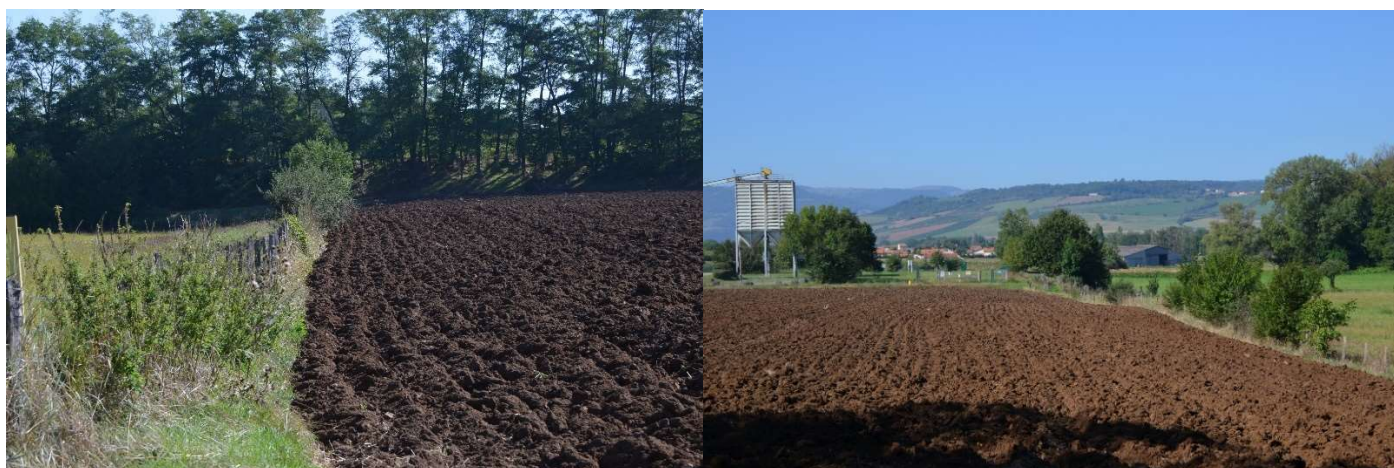
Considérant les corrections apportées par la préévaluation environnementale au premier projet des objets de changement : zone AUa* dans une zone AUa du PLU en vigueur et OAP (qui cadre l'aménagement), notamment en matière de réduction des ruissellements dans la prairie hors commune au nord de la parcelle A24 (voir chapitre investigations de terrain), le projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron au lieu-dit Le Paille n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les cours d'eau ni les zones humides.

Démarche trame verte et bleue (TVB) de PLU : continuités écologiques bocagères

Considérant les corrections apportées par la préévaluation environnementale au premier projet des objets de changement : zone AUa* dans une zone AUa du PLU en vigueur et OAP (qui cadre l'aménagement), notamment en matière de protection des haies et arbres isolés dans et hors parcelle AD24 (voir chapitre investigations de terrain), le projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron au lieu-dit Le Paille n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les continuités écologiques.



Projet de zone AUa* : parcelle AD 24 : limite sud (photo de gauche) et limite nord (photo de droite)



Projet de zone AUa* : haie parcelle AD 24 : limite sud (photo de gauche) et limite nord (photo de droite) (photos L.L.)



Projet de zone AUA* : haie et chêne pédonculé le long du chemin (hors commune de Saint-Germain-Lembron) en direction de la parcelle AD 24 (photos Luc Laurent)

Autres zonages environnementaux

Considérant les objets de changement : zone AUA* dans une zone AUA du PLU en vigueur et OAP (qui cadre l'aménagement), notamment en matière de localisation, le projet de MEC DPI du PLU de Saint-Germain-Lembron au lieu-dit Le Paille n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les d'avoir des incidences notables sur ces autres zonages environnementaux que sont les Znieff de type I.



3.2.2.3 Résultats de la préévaluation environnementale

Compte tenu des caractéristiques et localisation des objets de changement, la préévaluation environnementale détermine qu'il n'y a pas de risque que ces objets de changement présentent des effets et incidences notables sur l'environnement pour les facteurs ou thèmes environnementaux les plus pertinents pour une telle préévaluation environnementale.

Le projet de MEC DP1 du PLU de Saint-Germain-Lembron n'est donc pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, y compris les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

3.3 Conclusion au déroulé analytique

Il a été décidé que la personne publique responsable (l'intercommunalité) transmette un dossier d'examen au cas par cas *ad hoc* pour avis conforme à l'autorité environnementale (MRAe) en y joignant son annexe 3 (autoévaluation) que constitue cette présente étude.